

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/274

G/SCM/W/284

19 février 1996

(96-0610)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: espagnol

REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR HONG KONG¹ AU SUJET DE LA NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS COLOMBIENNES²

La Mission permanente de la Colombie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 19 janvier 1996.

1. Statut juridique interne de l'Accord antidumping

1.1 Quel est le statut juridique de l'Accord antidumping de l'OMC en Colombie? A-t-il force de loi? Si une disposition de la législation nationale est en contradiction avec l'Accord, quel est le texte qui prévaut?

L'Accord antidumping de l'OMC a été incorporé dans la législation colombienne en vertu de la Loi n° 170 de 1994. Par conséquent, si une disposition de la législation nationale est en contradiction avec l'Accord, ce dernier prévaut en raison de son rang hiérarchique plus élevé.

1.2 Les autorités antidumping colombiennes sont-elles tenues, juridiquement ou autrement, de respecter les dispositions de l'Accord antidumping au cours d'une procédure antidumping, ou de se référer à cet accord, par exemple pour interpréter la législation nationale?

Les autorités colombiennes chargées des enquêtes antidumping sont juridiquement tenues de respecter les dispositions de l'Accord antidumping en vertu de son incorporation dans la législation nationale.

2. Procédures en matière de révision judiciaire

Quelles procédures la Colombie a-t-elle mises en place en matière de révision judiciaire pour respecter ses obligations au titre de l'article 13 de l'Accord antidumping de l'OMC?

Veuillez vous reporter au tableau ci-après.

¹G/ADP/W/228-G/SCM/W/238.

²G/ADP/N/1/COL/1-G/SCM/N/1/COL/1.

Révision judiciaire des décisions

| Décision | Type d'acte administratif | Recours | Autorité |
|--|---|--------------------------------|--|
| Ouverture de l'enquête | Résolution de l'INCOMEX | Action en nullité ¹ | Tribunal du contentieux administratif, en première instance ou unique instance selon le montant en cause. Conseil d'Etat, en seconde instance ou instance unique selon le montant en cause. |
| Décision préliminaire/ institution de droits provisoires | Résolution de l'INCOMEX | Action en nullité ¹ | Tribunal du contentieux administratif, en première instance ou unique instance selon le montant en cause. Conseil d'Etat, en seconde instance ou instance unique selon le montant en cause. |
| Clôture de l'enquête et institution de droits définitifs | Résolution du Ministère du commerce extérieur | Action en nullité ¹ | Tribunal du contentieux administratif, en première instance ou unique instance selon le montant en cause. Conseil d'Etat, en seconde instance ou instance unique selon le montant en cause. |
| Révision des droits définitifs | Résolution du Ministère du commerce extérieur | Action en nullité ¹ | Tribunal du contentieux administratif, en première instance ou unique instance selon le montant en cause. Conseil d'Etat, en seconde instance ou instance unique selon le montant en cause. |

¹Par voie d'ordonnance promulguée le 14 mai 1994, le Conseil d'Etat a indiqué que, à titre exceptionnel, dans les cas où il y a violation d'un droit spécifique, une action en nullité peut être engagée et ledit droit rétabli. En pareils cas, le Tribunal du contentieux administratif est compétent si le montant en cause est minime; sinon, le Tribunal statue en première instance et le Conseil d'Etat en seconde instance.

3. Mise en oeuvre des rapports des groupes spéciaux

Quelles sont la politique et la législation de la Colombie en ce qui concerne la mise en oeuvre des rapports des groupes spéciaux de l'OMC?

L'Accord de l'OMC a été adopté en vertu de la Loi n° 170 de 1994 et, par conséquent, la Colombie reconnaît le caractère obligatoire des décisions de l'ORD. Il n'y a pas d'autre règlement relatif à l'application de ces décisions.

4. Anticontournement

L'article 24 du décret prévoit qu'il peut être inclus dans le champ d'application d'un droit définitif en vigueur visant un produit importé les parties, pièces ou composants destinés à l'assemblage en Colombie, si certaines conditions ont été établies.

L'Accord antidumping de l'OMC ne contient aucune disposition anticontournement. La Conférence ministérielle de Marrakech a décidé de porter le problème du contournement des mesures antidumping devant le Comité des pratiques antidumping institué en vertu de l'Accord antidumping de l'OMC pour règlement.

4.1 L'article 24 exige-t-il de procéder à une enquête complète, conformément aux procédures établies dans l'Accord antidumping de l'OMC, et d'apporter la preuve de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité avant de pouvoir imposer des droits antidumping sur les parties, pièces ou composants en question? Les autorités colombiennes pourraient-elles expliquer pourquoi les parties, pièces ou composants destinés à l'assemblage sont inclus automatiquement dans le champ d'application de droits antidumping en vigueur? Comment la Colombie concilie-t-elle cet article avec ses obligations au titre de l'Accord antidumping de l'OMC?

L'article 24 du Décret n° 299 de 1994 exige qu'une enquête soit menée pour établir que les conditions stipulées dans ledit article sont remplies pour imposer la mesure.

En ce qui concerne la manière dont la Colombie concilie cet article avec ses obligations au titre de l'Accord antidumping de l'OMC, veuillez vous reporter à la réponse suivante.

4.2 La Colombie prévoit-elle de modifier ou d'abroger cet article compte tenu de ses obligations au titre de l'Accord antidumping de l'OMC?

La Colombie estime qu'il est souhaitable de mettre en oeuvre des règles uniformes pour lutter contre le contournement de mesures antidumping. Par conséquent, elle espère que le Comité va se pencher sur la question. Toutefois, dans l'intervalle, la Colombie estime nécessaire de continuer d'appliquer l'article 24 de sa législation pour garantir l'efficacité des mesures antidumping adoptées.

5. Détermination du montant final des droits à acquitter et remboursement

L'article 9.3 de l'Accord antidumping de l'OMC prévoit que le montant du droit antidumping ne dépassera pas la marge de dumping. Les articles 9.3.1 à 9.3.3 énoncent les procédures et les prescriptions applicables aux remboursements, des dispositions distinctes étant prévues pour la fixation des droits antidumping sur une base rétrospective et sur une base prospective.

La législation notifiée ne semble pas prévoir de procédures ou de prescriptions concernant la détermination du montant final des droits à acquitter et le remboursement lorsque la marge de dumping a changé.

La Colombie fixe-t-elle les droits antidumping sur une base rétrospective ou prospective? Quelles sont les procédures et les prescriptions applicables à la détermination finale du montant des droits à acquitter et au remboursement lorsque la marge de dumping a changé? Comment la Colombie assurera-t-elle le respect de ses obligations au titre de l'article 9.3 de l'Accord antidumping de l'OMC?

La Colombie fixe les droits antidumping sur une base prospective, c'est-à-dire à partir de la date de publication de l'acte administratif qui les a institués, sauf s'il y a importations massives ou non-exécution des déclarations d'intention acceptées (engagements en matière de prix), auxquels cas des droits peuvent être appliqués rétrospectivement.

L'article 9.3 de l'Accord antidumping est applicable en Colombie et c'est la raison pour laquelle un règlement est en cours d'élaboration qui prévoit les procédures et les prescriptions concernant la détermination du montant final des droits à acquitter et le remboursement, selon qu'il conviendra. Ainsi qu'il a été indiqué, l'Accord antidumping est applicable en Colombie, étant incorporé dans la législation nationale en vertu de la Loi n° 170 de 1994.

6. Cumul des importations à des fins d'évaluation

L'article 16 prévoit qu'on peut additionner les importations provenant de plus de deux pays faisant l'objet de l'enquête afin d'évaluer le volume et l'effet de ces importations sur la branche de production nationale.

Sous réserve de certaines conditions, l'article 3.3 de l'Accord antidumping de l'OMC permet le cumul des importations en provenance de plus d'un pays afin d'évaluer le dommage si ces importations font simultanément l'objet d'enquêtes antidumping.

6.1 **Les importations qui ne proviennent que de deux pays peuvent-elles être additionnées?**

Oui, dès lors que les dispositions de l'article 3.3 de l'Accord antidumping sont respectées.

6.2 **Peut-on additionner les importations provenant de pays faisant l'objet de l'enquête antidumping et celles qui proviennent de pays faisant l'objet d'une enquête en matière de droits compensateurs afin d'évaluer le volume et l'effet de ces importations sur la branche de production nationale?**

Non, car les deux types d'enquête poursuivent des buts complètement différents.

7. Méthode de comparaison

L'article 10 du décret dispose qu'en général la comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation peut se faire sur la base de moyennes pondérées. Si, pendant la période d'examen, la valeur normale et le prix à l'exportation varient ou s'il se produit des circonstances exceptionnelles, la marge de dumping peut être calculée à partir de la valeur normale moyenne pondérée et des différents prix à l'exportation ou transaction par transaction.

L'article 2.4.2 de l'Accord antidumping de l'OMC prévoit que, aux fins de la détermination de l'existence de marges de dumping, une valeur normale moyenne pondérée ne peut être comparée aux prix de transactions à l'exportation prises individuellement que s'il est constaté, d'après leur configuration, que les prix à l'exportation diffèrent notablement entre différents acheteurs, régions ou périodes et "si une explication est donnée quant à la raison pour laquelle il n'est pas possible de prendre dûment en compte de telles différences en utilisant les méthodes de comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée ou transaction par transaction".

La Colombie pourrait-elle expliquer comment l'article 10 du décret met en oeuvre les obligations qui lui sont faites au titre de l'article 2.4.2 de l'Accord de recourir à une comparaison entre une moyenne pondérée et des prix de transactions prises individuellement uniquement dans

les circonstances spécifiques qui sont définies dans ledit article? Comment la Colombie remplira-t-elle l'obligation découlant pour elle de l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping de l'OMC selon laquelle les autorités chargées de l'enquête doivent donner une explication quant à la raison pour laquelle elles n'utilisent pas les méthodes de comparaison prévues?

Aux fins de la comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation, la Colombie appliquera les dispositions de l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping, qui ont été incorporées dans la législation nationale en vertu de la Loi n° 170 de 1994.

8. Ventes à des prix inférieurs aux coûts

L'article 5 du décret prévoit qu'aux fins de l'établissement de la valeur normale d'un produit vendu au cours d'opérations commerciales normales, il n'est pas tenu compte des ventes à perte ou à un prix inférieur aux coûts si elles ont été effectuées au cours d'une période allant de six mois à un an et si elles représentent plus de 20 pour cent du total des ventes.

L'article 2.2.1 de l'Accord prévoit que, si les prix qui sont inférieurs aux coûts unitaires au moment de la vente sont supérieurs aux coûts unitaires moyens pondérés pour la période couverte par l'enquête, il sera considéré que ces prix permettent de couvrir les frais dans un délai raisonnable et ils ne pourront donc pas être écartés de la détermination de la valeur normale.

Comment la Colombie interprète-t-elle l'expression "ventes à perte ou à un prix inférieur aux coûts" à l'article 5 du décret, compte tenu de ses obligations au titre de l'article 2.2.1 de l'Accord? Comment peut-elle assurer que les obligations découlant pour elle de l'article 2.2.1 seront mises en oeuvre de manière satisfaisante alors qu'apparemment, elle ne codifie pas intégralement la disposition?

L'article 5 du Décret n° 299 est conforme aux prescriptions de l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping; en conséquence, si les prix qui sont inférieurs aux coûts unitaires au moment de la vente sont inférieurs aux coûts unitaires moyens pondérés pour la période couverte par l'enquête, il sera considéré que ces prix ne permettent pas de couvrir les frais dans un délai raisonnable.

La Colombie a intégralement codifié cette disposition dans la Loi n° 170 de 1994, garantissant ainsi le respect de ses obligations en la matière.

9. Engagements volontaires en matière de prix

Il apparaît que le décret ne contient pas de dispositions prévoyant, conformément à l'article 8 de l'Accord, l'acceptation d'engagements volontaires satisfaisants plutôt que l'imposition de mesures provisoires ou de droits antidumping.

La Colombie accepte-t-elle des engagements volontaires satisfaisants au lieu d'imposer des mesures provisoires ou des droits antidumping ainsi que le prévoit l'article 8 de l'Accord? Dans l'affirmative, quel en est le fondement juridique interne?

Oui, elle les accepte conformément à l'article 8 de l'Accord antidumping, qui a été incorporé dans la législation nationale colombienne en vertu de la Loi n° 170 de 1994. Ces engagements sont décrits aux articles 17 et 18 du Décret n° 299 de 1994, sous les intitulés "Déclarations d'intention" et "Traitement des déclarations d'intention".

10. Points essentiels de l'Accord antidumping qui ne sont pas abordés dans la législation colombienne

L'Accord antidumping de l'OMC contient un grand nombre d'améliorations par rapport au Code antidumping du Tokyo Round. Nous escomptons que les Membres de l'OMC feront clairement apparaître ces améliorations dans leur législation nationale. Même si la législation antidumping colombienne tient compte de la plupart d'entre elles, elle ne prévoit pas de dispositions spécifiques dans certains cas ou bien ces dispositions peuvent être inadéquates. On peut citer par exemple les points suivants:

- **frais de démarrage (article 2.2.1);**
- **frais calculés sur la base des registres (article 2.2.1.1);**
- **facteurs servant à déterminer l'existence d'un dommage important (article 3.7);**
- **notification au gouvernement du pays exportateur concerné (article 5.5);**
- **techniques d'échantillonnage (article 6.10);**
- **réexamen effectué pour les nouveaux venus (article 9.5);**
- **durée des réexamens (article 11.4);**
- **prescriptions concernant les avis au public (article 12);**
- **procédures à suivre pour les enquêtes sur place (Annexe I);**
- **procédures relatives à l'utilisation des meilleurs renseignements disponibles (Annexe II).**

S'il n'y a pas de dispositions légales spécifiques sur ces questions, comment la Colombie peut-elle assurer que ses autorités suivront rigoureusement les dispositions pertinentes de l'Accord antidumping de l'OMC? Comment la Colombie concilie-t-elle les obligations découlant pour elle à cet égard de l'Accord antidumping de l'OMC avec l'absence de dispositions légales spécifiques?

L'Accord antidumping de l'OMC, qui a été incorporé dans la législation colombienne en vertu de la Loi n° 170 de 1994, est d'application obligatoire. Par conséquent, la Colombie concilie les dispositions de l'Accord avec les obligations qui en découlent pour elle.